

- Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement
- Observatoire des armements

# Désarmement et non-prolifération nucléaire

n° 4 • 2014

*Lettre d'information parlementaire*

## Actualité

### Federica Mogherini, « ministre » européenne des Affaires étrangères, pour le désarmement nucléaire

Ministre des Affaires étrangères italienne depuis février dernier, elle vient d'être nommée, le 30 août, par les chefs d'État et de gouvernement des 28 pays membres de l'Union européenne comme Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité. Elle remplacera Madame Catherine Ashton en novembre prochain pour cinq ans. Federica Mogherini est très proche de nombreuses organisations dont le réseau des Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement. Elle a imposé le débat en Italie sur le danger des armes nucléaires entreposées par les forces américaines dans le cadre de l'Otan sur les bases aériennes d'Aviano et de Gedhi thore.



### Le Congo, 163<sup>e</sup> membre du Tice

Ce pays est devenu, le 4 septembre, le 163<sup>e</sup> État à avoir déposé ses instruments de ratification auprès de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Otice). C'est le 23 avril, que la chambre haute du Parlement (commission défense et sécurité) congolais avait examiné et adopté en séance plénière la loi autorisant cette ratification. Le Congo avait signé le Tice le 11 février 1997. En Afrique, seuls trois pays ne l'ont pas encore signé (Maurice, Somalie et Soudan du Sud).

<http://www.ctbto.org/>



### Ban Ki-moon célèbre la Journée internationale contre les essais nucléaires, 29 août

Le Secrétaire général de l'ONU a réaffirmé son engagement à assurer l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (Tice). Dans son message, il invite « tous les pays à s'abstenir de réaliser des essais nucléaires, d'utiliser de nouvelles technologies d'armes nucléaires ou toute action qui irait à l'encontre de l'objet et du but du Traité ». M. Ban Ki-moon, dans sa déclaration, a fait un lien direct avec les conférences d'Oslo et de Nayarit : « Nous avons récemment enregistré une croissance importante de l'intérêt à mieux comprendre les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires. Il y a des décennies, la sensibilisation des conséquences humaines et environnementales de détonations nucléaires a conduit à l'interdiction mondiale des essais nucléaires. »

<http://www.un.org/en/events/againstanucleartestsdays/2014/sgmessageweb.shtml>

**L**e 26 septembre 2014, la communauté internationale célébrera la première Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. But : « promouvoir la réalisation de cet objectif, y compris par l'organisation d'activités de sensibilisation et d'information portant sur la menace que les armes nucléaires représentent pour l'humanité et la nécessité de les éliminer

26 septembre, première Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires

complètement et visant à mobiliser la communauté internationale en vue de la réalisation de l'objectif commun qu'est l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires. », selon la résolution (A/C.1/68/L.6/Rev.1) adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2013.

Des parlementaires européens et différents Parlements à travers le monde vont déposer des déclarations et résolutions appelant à mettre en œuvre ces objectifs.

En France, une première question écrite (n° 64230) a été déposée auprès du ministère des Affaires étrangères par la députée Danielle Auroi pour savoir « la façon dont le gouvernement envisage de commémorer cette journée ».

L'occasion, d'élargir le débat ouvert au printemps dernier à l'Assemblée nationale sur la dissuasion nucléaire.

Jean-Marie Collin & Patrice Bouveret

\*[http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/C.1/68/L.43&Lang=F/](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/C.1/68/L.43&Lang=F/)

## François de RUGY,

député, co-président du groupe  
Écologiste et membre de la  
commission de la défense



Malgré le vote d'une loi de programmation militaire, il apparaît que tous les crédits alloués au budget de la défense ne seront pas présents, sans que ceux de la dissuasion nucléaire ne soient impactés. Comment comptez-vous mener ce futur débat budgétaire ?

Le non-respect des engagements budgétaires fixés en lois de programmation militaire est une constante française. Ce phénomène s'explique à la fois par une tendance structurelle de redressement des finances publiques et par des facteurs conjoncturels telles que les difficultés à l'exportation du Rafale. Le problème, c'est que le non-versement de ces crédits affecte les capacités de l'armée française sur le terrain alors que des ajustements seraient possibles sur notre arsenal nucléaire. Je pense notamment à la suppression de notre composante aéroportée ou au renoncement à la permanence à la mer qui génèreraient plusieurs milliards d'euros d'économies. D'une manière générale, il est regrettable que la sanctuarisation de la dissuasion nucléaire — et de ses crédits — s'opère au détriment des capacités d'utilisation des forces conventionnelles.

Malgré la multiplicité des débats et des interrogations de parlementaires de tous bords politiques — notamment sur le sujet dissuasion nucléaire —, les avancées sont très faibles. Le rôle de la commission de la Défense semble s'assimiler ainsi plus à celui d'une chambre d'enregistrement. Comment est-il possible d'inverser cette tendance ?

Si les discussions en commissions de la Défense sont généralement assez consensuelles, nous avons réussi à ouvrir des espaces de débat. Cette année, à la demande du groupe écologiste, un cycle d'audition sur la dissuasion nucléaire a été organisé. C'est la première fois dans l'histoire de notre République que des députés se livrent à un tel exercice ! À l'avenir, il faudra batailler pour que ce débat se poursuive dans l'hémicycle et que notre Parlement recouvre sa place d'organe de contrôle de notre politique de défense. Les préoccupations exprimées sur la dissuasion nucléaire par la société civile, par d'anciens hauts responsables de la défense — Michel Rocard, Alain Juppé, Hervé Morin — ou encore, par des généraux ayant occupé des postes stratégiques — Bernard Norlain, Vincent Desportes — doivent trouver un écho dans le débat parlementaire.

La 12<sup>ème</sup> édition de l'Université d'été de la Défense s'est tenue à Bordeaux (8 et 9 septembre 2014), organisé par un acteur privé (CEIS) et où se côtoient parlementaires et industriels de l'armement. Cette imbrication ne pose-t-elle pas la question du poids des lobbys des industriels de l'armement ?

Même si sa part décline dans l'économie française, l'industrie de défense continue à peser lourd, notamment dans certains territoires. Il n'est donc pas choquant que des parlementaires y soient attentifs. Néanmoins, ces relations doivent faire l'objet d'une transparence totale afin de prévenir les risques de conflit d'intérêt, surtout quand on voit deux hauts responsables du groupe Dassault être sénateur et député. Dans la défense comme dans tous les autres domaines, le lobbying doit être encadré afin que l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers.

## Le Secrétaire général de l'UIP se félicite de l'ouverture du débat en France

À l'occasion d'une réunion entre diplomates (Framework Forum, Genève, 8 septembre) le Secrétaire général de l'Union interparlementaire, Martin Chungong, a souligné dans son discours « *que plusieurs débats majeurs ont eu lieu dans les parlements nationaux. Parmi ceux-ci, nous tenons à féliciter Jean-Marie Collin du PNND pour avoir brisé le tabou et apporté une discussion franche sur les doctrines nucléaires à l'Assemblée nationale française* ».

## Autriche: Troisième Conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires

L'Autriche vient de lancer officiellement les invitations auprès des États pour les accueillir à Vienne les 8 et 9 décembre 2014 pour un troisième round de discussion. « *Cette Conférence devra permettre de renforcer le régime mondial du désarmement et de non-prolifération nucléaires grâce à l'introduction de l'impératif humanitaire.* » Une séance spéciale sera consacrée sur le rôle et l'action des parlementaires. Ceux-ci sont cordialement invités à cette conférence.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES :

<http://www.bmeia.gv.at/index.php?id=55311>

### Du côté de la société civile...

## 69<sup>e</sup> commémoration des bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki

La 69<sup>e</sup> commémoration des bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki (6 et 9 août 1945) fut suivie par plusieurs milliers de personnes au Japon. Il faut relever que la France fut officiellement représentée avec, à Hiroshima, M. Charles-Henri Brosseau, consul général à Kyoto ; et le 9, à Nagasaki, M. François-Xavier Léger, ministre-conseiller et chargé d'affaires de l'Ambassade. À cette occasion, Peter Maurer, président du Comité international de la Croix-Rouge a fait une déclaration « *Souvenons-nous d'Hiroshima : le désarmement nucléaire est un impératif humanitaire* » ; où il appelle « *les organisations internationales et non-gouvernementales ainsi que les composantes du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à redoubler d'efforts pour renforcer la prise de conscience des conséquences humanitaires des armes nucléaires*<sup>1</sup> ». Une invitation à la Croix-Rouge française de s'investir de manière accrue sur ce sujet ? De nombreuses initiatives se sont déroulées à travers le monde en solidarité avec les victimes du nucléaire.

Un jeûne-action international pour « *exiger* » un traité d'interdiction des armes nucléaires a également eu lieu : à Paris, Dijon-Valduc, Saintes (France), Büchel (Allemagne) et Burghfield (Royaume-Uni)<sup>2</sup>.

1) <http://www.icrc.org/fre/resources/documents/statement/2014/08-06-japan-hiroshima-atomic-bomb.htm/>

2) Pour en savoir plus : <http://www.vigilancehiroshimanagasaki.com/>

# Armes nucléaires : cinq mythes à déconstruire

par **Ward Wilson**, directeur du Projet « *Rethinking Nuclear Weapons* »,  
think tank Basic. <http://www.rethinkingnuclearweapons.org/>



**D**ans ce livre, à paraître fin octobre en français, Ward Wilson, déconstruit les mythes qui « protègent les arsenaux nucléaires ». Véritable succès depuis sa publication, son auteur a été auditionné à l'ONU, à l'Otan, à l'Assemblée nationale, au Pentagone... Le Grip (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), think tank belge, a traduit cet ouvrage pour favoriser le développement d'une réflexion francophone sur le désarmement nucléaire.

Et si les armes nucléaires ne servaient à rien ? Et si celles-ci n'étaient qu'un mythe créé de toutes pièces sur des arguments mensongers ? En revisitant l'histoire, sur la base d'archives déclassifiées, Ward Wilson démonte une à une les fausses idées et interprétations que nous entretenons sur le rôle des armes nucléaires. Il passe au peigne fin les grandes crises nucléaires majeures, à commencer par le bombardement des deux villes japonaises Hiroshima et Nagasaki, en passant par le Blocus de Berlin, puis par la crise des missiles à Cuba, non sans livrer quelques comparaisons analytiques et réflexions philosophiques sur la société humaine.

**Mythe n° 1, « Armes nucléaires : le choc et l'effroi des adversaires »**, affirme que les armes nucléaires ont permis de mettre fin à la Seconde Guerre mondiale. De nombreuses recherches montrent clairement que le Japon a capitulé, non pas à cause de la bombe atomique, mais parce que les Soviétiques ont renoncé à leur neutralité, en entrant en guerre et en envahissant la Mandchourie. Attribuer cette victoire à cette seule arme était un mensonge commode pour les États-Unis qui avaient mobilisé des ressources économiques et humaines extraordinaires, comme pour le Japon pouvant écarter tout sentiment de honte en attribuant cette défaite à « cette arme miraculeuse ».

**Mythe n° 2, « La bombe H : un bond quantique »** est celui du pouvoir destructeur et décisif de l'arme. Or la destruction massive ne permet pas de gagner des guerres, mais uniquement de tuer des soldats et des populations civiles. Par exemple, le siège de la ville de Stalingrad par les nazis n'a en rien découragé les forces soviétiques de faire front. Construire des armes de plus en plus destructrices ne fait qu'augmenter l'horreur de la guerre et ne donne absolument pas la certitude d'y mettre fin.

**Mythe n° 3, « La dissuasion nucléaire fonctionne en cas de crise »**. L'exemple généralement usité est celui de la crise de Cuba où les dirigeants soviétiques et américains n'ont cessé de rester sur leur position, au risque de faire éclater une guerre nucléaire. Les partisans de la dissuasion pourraient soutenir le fait que, finalement,

cela n'a pas débouché sur un conflit nucléaire, accréditant cette théorie. Mais penser ainsi, écarte les divers comportements à risques qui ont bien existé, ce qui ne signifie rien d'autre que de prendre le problème à l'envers et de se voiler la face, devant le danger réel que provoquerait l'utilisation de ce type d'arme. De même, cette crise souligna l'importance du facteur chance... Enfin, il souligne le fait que l'histoire est parsemée d'exemples (guerres du Kippour, des Malouines, frappes irakiennes sur Israël) qui démontrent que la possession d'arsenaux nucléaires ne permet pas à une puissance nucléaire d'être à l'abri d'une frappe par un État non-doté.

**Mythe n° 4, « Les armes nucléaires nous protègent »**. Pour preuve, il n'y a pas eu de guerre nucléaire depuis 1945... Mais en quoi cette preuve par l'absence vérifie-t-elle cette théorie ? Comment peut-on affirmer que seule cette présence d'armes nucléaires a fait naître une paix (toute relative au vu du nombre de conflits qui ont parsemé le monde) et éviter une guerre entre Américains et Soviétiques ? Se reposer simplement sur cette absence de preuve, c'est-à-dire une hypothèse, pour garantir la paix, semble bien difficile à entériner.

**Mythe n° 5, « L'irréversibilité de la bombe »**. Les réalistes disent aux idéalistes (qui veulent désarmer) d'un ton condescendant, « non, vous ne pouvez pas remettre le génie nucléaire dans sa bouteille ». Il est vrai qu'il est difficile de désinventer une technologie, ici la bombe. Pour autant, celle-ci peut disparaître soit parce qu'une technologie plus moderne a été trouvée, soit parce que celle-ci n'a pas d'utilité. Concernant les armes nucléaires, la question est donc, non pas de savoir si elles peuvent être désinventées, mais plutôt de savoir qu'elle est leur utilité ?

L'auteur conclut : « N'est-il pas effrayant de constater que nous avons élaboré des politiques impliquant ces armes mortelles en nous appuyant sur une structure intellectuelle qui repose en réalité sur des vœux pieux ? L'essentiel de notre credo, à savoir que ces armes sont capables de créer l'effroi chez l'adversaire, se révèle faux. Par conséquent, l'idée selon laquelle les armes nucléaires sont décisives en situation de guerre doit, elle aussi, être remise en question. La clé de voûte de tout cet édifice, qui postule que la stratégie de dissuasion nucléaire est robuste et fiable, n'est plus étayée par la moindre preuve. »

.....

**Wilson Ward, Armes nucléaires : Cinq mythes à déconstruire.**  
Traduction : Grip, disponible fin octobre.

## La dissuasion nucléaire en bref...

### Simulation des essais nucléaires

**L**e CEA a annoncé la première expérience de physique des armes pour décembre 2014. Le laser Mégajoule est bien plus qu'un « très grand outil expérimental », c'est l'élément central pour garantir la pérennité des ogives nucléaires françaises dans le futur et leur modernisation. Mais le coût du programme de simulation dans sa globalité n'aura cessé d'augmenter passant de 5 milliards d'euros à 7,2 milliards entre 2002 et 2013 !

### Arsenal mondial

**S**elon l'expert internationalement reconnu, M. Hans Kristensen, l'arsenal mondial compte 16 300 ogives nucléaires, réparties sur un total de 98 sites, dans neuf puissances nucléaires plus les cinq pays (Belgique, Hollande, Italie, Allemagne, Turquie) membres de l'Otan qui abritent des armes nucléaires américaines. L'arsenal de la France compte 300 ogives, réparties à travers 6 sites sur le territoire.



## Déclaration parlementaire pour soutenir la journée de l'ONU

**Proposition :** Nous, membres du Parlement français, exprimons notre inquiétude sur les dangers posés par les 16 300 armes nucléaires détenues dans les arsenaux des puissances nucléaires et par la menace de prolifération des armes nucléaires. Nous soulignons le risque posé par ces armes, qui pourraient être utilisées par accident, erreur de calcul ou de manière volontaire. Nous notons que l'utilisation des armes nucléaires par un État ou un acteur non étatique aurait des conséquences catastrophiques pour la santé humaine, la société et l'environnement et serait contraire au droit international humanitaire.

Nous nous félicitons donc de la décision des Nations Unies de mettre en place, le 26 septembre, la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. Nous soutenons l'objectif de la journée de sensibilisation du public et de l'éducation sur la menace posée à l'humanité par les armes nucléaires et la nécessité de leur élimination totale. Nous encourageons les Parlements et les parlementaires du monde entier à se joindre à la société civile, les Nations Unies et les gouvernements à se servir de cette journée pour agir en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

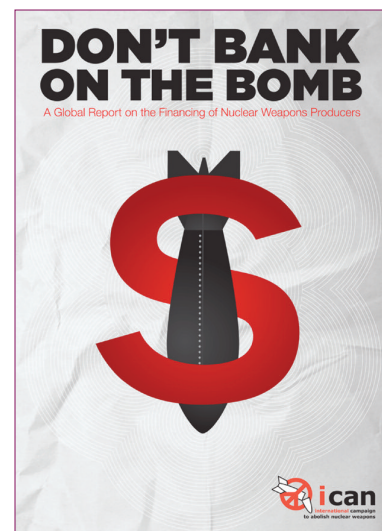
### Questions écrites ou orales

#### Question à propos de la 3<sup>e</sup> Conférence sur l'impact humanitaire

L'Autriche a annoncé avoir entamé des discussions avec les membres du P5 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) dans le cadre de la conférence intergouvernementale qu'il organise les 8 et 9 décembre prochain. La France n'a pas souhaité participer aux conférences précédentes d'Oslo (2012) et de Nayarit (2013). M/M<sup>me</sup> le Député ; M/M<sup>me</sup> le Sénateur demande au ministre des Affaires étrangères quel est l'état de réflexion de la France concernant cette nouvelle conférence ?

#### Question à propos de la Conférence d'examen du TNP

La France a publié en mai 2014, lors de la 3<sup>e</sup> conférence préparatoire du TNP, son Rapport concernant « les actions réalisées selon la mesure n° 5, 20 et 21 indiquées dans le Plan d'action » de la Conférence d'examen du TNP de 2010. Ce rapport contient un certain nombre d'erreurs flagrantes, notamment concernant les dates et le niveau de diminution des stocks d'armes nucléaires français, au regard des déclarations officielles apportées par l'ambassadeur Simon-Michel. M/M<sup>me</sup> le Député ; M/M<sup>me</sup> le Sénateur demande au ministre des Affaires étrangères de bien vouloir expliquer les raisons et les conséquences de ces erreurs ?



La 4<sup>e</sup> édition de *Don't Bank on the Bomb* est publiée ce mois de septembre par l'organisation néerlandaise Pax. Ce rapport porte sur les investissements financiers réalisés par les banques à travers le monde dans les industries produisant des composants (missile, moteur, lanceur, vecteur...) liés aux armes nucléaires. Près de 300 institutions financières ont ainsi été identifiées pour avoir participé à un tel financement (prêts, investissement direct, émission d'obligation...). De nombreuses institutions financières ont indiqué qu'elles s'interrogeaient au regard d'une possible mise en œuvre d'un traité interdisant les armes nucléaires.

ÉTUDE DISPONIBLE SUR :

<http://www.dontbankonthebomb.com>

NOUS SUIVRE SUR TWITTER :



@obsarm

@jmc\_nonukes



Le réseau des **Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement (PNND)**, est un forum international non partisan pour les législateurs. Ce réseau mondial (Australie, Allemagne, États-Unis, Finlande, France, Israël, Jordanie, Japon, Kazakhstan, Norvège, Royaume-Uni, Pakistan...) réunit

plus de 800 parlementaires (19 en France) provenant de plus de 80 pays. Le PNND offre une variété de forums, d'initiatives, dans lesquels les législateurs peuvent apprendre les uns des autres à collaborer sur des mesures nationales, régionales et internationales. Il s'agit notamment des conférences, des newsletters, des séminaires et des contacts entre collègues parlementaires dans le but d'empêcher la prolifération et pour parvenir au désarmement nucléaire.

PLUS D'INFORMATIONS SUR LE PNND : [www.pnnd.org](http://www.pnnd.org)

CONTACT : Jean-Marie Collin, directeur France PNND, [jeanmarie@pnnd.org](mailto:jeanmarie@pnnd.org) • 06 37 94 62 41



L'**Observatoire des armements** est un centre indépendant d'expertise et de documentation, ouvert au public, créé en 1984. Les activités de recherche

de l'Observatoire des armements sont centrées plus particulièrement sur deux axes : les transferts et l'industrie d'armement ; les armes nucléaires et leurs conséquences. Pour faire connaître son activité et ses travaux de recherche, l'Observatoire publie une lettre d'information trimestrielle, *La Lettre de Damoclès*, ainsi que des études et des ouvrages comme *Exigez ! un désarmement nucléaire total*, avec Stéphane Hessel et Albert Jacquard. Au fil des années, l'Observatoire des armements est devenu un interlocuteur incontournable et un centre ressource pour les médias, les responsables politiques, les chercheurs, la société civile, tant français qu'étrangers.

PLUS D'INFORMATIONS SUR L'OBSERVATOIRE : [www.obsarm.org](http://www.obsarm.org)

CONTACT : Patrice Bouveret, directeur, [patricebouveret@obsarm.org](mailto:patricebouveret@obsarm.org) • 04 78 36 93 03